



## PRÉFET DE LA MARNE

**Direction départementale  
des territoires**  
Service Environnement Eau Préservation  
des Ressources  
Cellule Procédures Environnementales

-----  
**AP n° 2020-AE-72-IC**

### **Arrêté préfectoral portant autorisation environnementale d'exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent**

**SARL Société d'Exploitation du Parc Éolien de Pringy  
Parc éolien dit «Quatre Vallées VII»  
Commune de PRINGY**

**Le Préfet de la Marne,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

- Vu le code de l'environnement, et notamment son article L. 512-1 ;**
- Vu le code des transports ;**
- Vu le code de la défense ;**
- Vu le code du patrimoine ;**
- Vu l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017, relative à l'autorisation environnementale ;**
- Vu le décret n°2017-81 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;**
- Vu le décret n°2017-82 du 26 janvier 2017 relatif à l'autorisation environnementale ;**
- Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;**
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;**
- Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent ;**
- Vu la demande d'autorisation environnementale présentée le 31 juillet 2017 par la société d'Exploitation du Parc Éolien de Pringy dont le siège social est situé à SAINT PRIEST (69800) en vue d'obtenir une autorisation environnementale permettant d'exploiter une installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant plusieurs aérogénérateurs d'une puissance maximale de 24,255 MW ;**
- Vu les pièces complémentaires déposées les 5 novembre 2018 et 19 mars 2019 ;**
- Vu le porter à connaissance de modification non-substantielle, en date du 09 avril 2020, portant sur l'ajout d'un mode de puissance supplémentaire à l'un des modèles de machine envisagés pour le projet, ainsi qu'une modification du réseau électrique interne ;**
- Vu l'avis de l'autorité environnementale en date du 20 août 2019 ;**
- Vu le registre d'enquête, le rapport et l'avis du commissaire enquêteur ;**
- Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés ;**
- Vu l'avis favorable de la Direction Générale de l'Aviation Civile en date du 10 novembre 2017 ;**
- Vu l'avis favorable de l'Armée de l'Air, Commandement de la Défense aérienne et des opérations aériennes, Zone aérienne défense Nord en date du 26 septembre 2017 ;**

**Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de SONGY, BLACY, GLANNES, OMEY, MAISONS-EN-CHAMPAGNE, AULNAY-L'AITRE, FAUX-VESIGNEUL, SOMPUIS, PRINGY, COUPETZ et de la Communauté de communes VITRY, CHAMPAGNE et DER ;**

**Vu le rapport du 21 avril 2020 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;**

**Vu l'avis favorable recueilli lors de la consultation dématérialisée de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) ;**

**Vu l'accord de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral en date du 27 mai 2020 ;**

**Considérant que l'installation faisant l'objet de la demande est soumise à autorisation environnementale au titre du livre I, titre VIII, chapitre I du code de l'environnement ;**

**Considérant que l'autorisation environnementale ne peut être accordée que si les mesures que spécifie le présent arrêté permettent de prévenir les dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;**

**Considérant que l'impact du projet sur les espèces d'oiseaux d'intérêt patrimonial et les chiroptères requiert que soit mis en place un dispositif de suivi spécifique ;**

**Considérant que les communes d'implantation du parc éolien font partie de la liste des communes établissant la délimitation territoriale des zones favorables à l'éolien du Schéma Régional Éolien (SRE) ;**

**Considérant que les nuisances pour l'environnement et les tiers sont limitées par l'éloignement du projet vis-à-vis des habitations ;**

**Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, de dispositions visant à protéger les enjeux environnementaux locaux,**

**Considérant que l'étude d'impact montre que l'implantation des éoliennes pourra altérer les vues sur le paysage et les monuments historiques sans pour autant les dégrader et que des mesures d'accompagnement sont proposées ;**

**SUR proposition de Madame la Directrice Départementale des Territoires de la Marne :**

## **ARRÊTE**

### **Titre I**

#### **Dispositions générales**

##### **Article 1 : Domaine d'application**

La présente autorisation environnementale tient lieu :

- d'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;
- d'autorisations prévues par les articles L. 5111-6, L. 5112-2 et L. 5114-2 du code de la défense, autorisations requises dans les zones de servitudes instituées en application de l'article L. 5113-1 de ce code (navigation aérienne militaire) et de l'article L. 54 du code des postes et des communications électroniques (ondes radioélectriques), autorisations prévues par les articles L. 621-32 et L. 632-1 du code du patrimoine et par l'article L. 6352-1 du code des transports (navigation aérienne civile) ;

## Article 2 : Bénéficiaire de l'autorisation environnementale

La société d'Exploitation du Parc Éolien de Pringy, dont le siège social est situé au 97 allée Alexandre Borodine à SAINT PRIEST (69800), est bénéficiaire de l'autorisation environnementale définie à l'article 1 du présent arrêté, sous réserve du respect des prescriptions définies par le présent arrêté.

## Article 3 : Liste des Installations concernées par l'autorisation environnementale

Les installations concernées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Installation	Coordonnées Lambert RGF 93		Altitude en bout de pâle (mNGF)	Commune	Lieu-dit	Parcelles cadastrales
	X	Y				
Éolienne E 30	755915	2421275	288	PRINGY		ZC 5
E 31	756002	2420770	284			ZN 2
E 32	756120	2420274	303			ZN-4
E 33	756201	2419751	309			ZO 51
E 34	756427	2421693	290			ZC 23
E 35	756624	2421307	308			ZC 15
E 36	757004	2422133	296			ZD 11
Poste de livraison 1	Lieu-dit -Le Pulsat					Lieu-dit -Le Pulsat
Poste de livraison 2						
Poste de livraison 3						

## Article 4 : Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale

Sauf disposition contraire mentionnée dans le présent arrêté, les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier joint à la demande d'autorisation environnementale et ses compléments déposés par le demandeur. Elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations en vigueur.

## Titre II

### Dispositions particulières relatives à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

## Article 5 : Liste des Installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Rubrique	Désignation des installations	Caractéristiques	Régime
2980-1	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs 1. Comprenant au moins un aérogénérateur dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est supérieure ou égale à 50 m.	Nombre d'aérogénérateurs : 7 Hauteur du mât le plus haut : 95 mètres (mât + nacelle) Puissance totale maximale installée en MW : 24,255	Autorisation

L'exploitant informera l'inspection des installations classées des dates prévisionnelles de début des travaux et de mise en service des installations.

## Article 6 : Montant des garanties financières fixé par l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié susvisé

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 3.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application des articles R. 515-101 et R. 515-102 du code de l'environnement par l'exploitant, s'élève à :

Nombre d'éoliennes	Montant de base en €	Montant initial en €	Montant de référence en €, en 2020
7	50 000	350 000	379418

Le coefficient multiplicateur a été défini par :

- un indice TP 01 (Index<sub>o</sub>) égal à 667,7 (indice de janvier 2011) ;
- un indice TP 01 (Index<sub>n</sub>) égal à 110,4 (décembre 2019) ;
- un taux de TVA applicable (TVA<sub>o</sub>) de 0,196 ;
- un taux de TVA applicable (TVA<sub>n</sub>) de 0,200 ;
- coefficient de raccordement 6,5345.

Le montant des garanties financières est réactualisé tous les 5 ans. Le renouvellement intervient au moins 3 mois avant la date d'échéance du document.

### **Article 7 : Mesures spécifiques liées à la phase travaux**

La réalisation du chantier a lieu entre 7h00 et 17h00.

Aussi souvent que nécessaire, l'exploitant effectue le nettoyage des voiries souillées par le passage des convois et des engins de chantier.

Afin d'éviter l'envol de poussières, les pistes doivent être arrosées autant que nécessaire.

Le chantier est balisé et son accès est limité. Une signalisation du passage d'engins est mise en place.

Les déchets produits lors de la phase d'implantation des éoliennes font l'objet d'un tri sélectif. Ils sont ensuite éliminés par les filières adaptées.

La destination et le mode de traitement des déchets doivent être connus. L'exploitant doit pouvoir justifier du respect de l'article L.541-1 du code de l'environnement et notamment des alinéas concernant le principe de proximité et celui concernant la hiérarchie des modes de traitements.

Les produits chimiques issus de l'utilisation d'installations sanitaires mobiles sont vidangés autant que nécessaire. Les eaux usées sont collectées et évacuées pour traitement.

Les mesures suivantes, listées dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, doivent être respectées :

- délimitation du périmètre de chantier,
- mise en place d'une charte environnementale avec les entreprises chargées des travaux,
- mise en place de restrictions de circulation,
- limitation de la vitesse de circulation des engins sur les pistes de chantier,
- arrosage des pistes par temps sec,
- absence de transfert de matériaux par vent fort,
- aménagement des aires de transvasement avec notamment la mise en place d'une zone de dépoussiérage, confinée par un géotextile,
- travaux diurnes dans le respect des règles d'hygiène et de sécurité,
- remise en état des espaces dégradés,
- interdiction de stockage de produits combustibles et inflammables
- mise en place de bennes à ordures.

### **Article 8 : Mesures liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux (biodiversité - paysage)**

#### **8.1 - Mesures d'évitement**

##### Protection du paysage

L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.

#### **8.2 - Mesures de réduction**

##### Mesures spécifiques liées à la phase travaux, aux maintenances, à l'entretien

Afin de respecter la période de reproduction et de nidification de l'avifaune, les travaux de terrassement (raccordement jusqu'au poste de livraison compris) débutent entre le 31 juillet et le 15 mars.

Les habitats sensibles sont identifiés, délimités et protégés. Les haies et bosquets existants sont maintenus en place.

Des kits absorbants sont présents en permanence sur le site. Des bacs de rétention équipent les transformateurs de postes électriques.

Les plateformes, abords et accès autour des éoliennes sont stabilisés et entretenus de façon mécanique, afin d'éviter toute pousse de végétation et d'attirer des insectes. Pour cet entretien, l'emploi de pesticides est proscrit.

### Préservation des chiroptères et de l'avifaune

Les allumages automatiques en pied d'éolienne sont neutralisés la nuit.  
Les éventuelles cavités au niveau des nacelles sont fermées pour éviter toute entrée de chiroptères.

### Réduction des effets sur le paysage

Afin de limiter les impacts du parc éolien sur le paysage, des plantations sont réalisées (dès le début des travaux) :

- à Maisons en Champagne : plantation d'une haie mélangée, alternant arbustes et arbres, en fond de jardins de la frange Ouest,
- à Pringy : plantation d'un alignement simple d'arbres le long de la voirie d'accès à la ferme isolée,
- à Faux-sur-Cooles (commune de Faux-Vésigneul) : plantation d'une haie mélangée, alternant arbustes et arbres, en fond de jardins de la frange Sud, renforcement des haies en fond de jardins d'un groupe d'habitations de la frange Sud.

Dans les 6 mois après la mise en service du parc, l'exploitant transmet un rapport à l'inspection des installations classées comportant toutes les informations nécessaires sur ces mesures, à savoir :

- le plan précis de leur implantation,
- le détail des essences plantées,
- les mesures d'entretien prévues sur la durée de vie du parc.

Le revêtement des postes de livraison de l'électricité s'harmonisera avec ceux des parcs «Quatre Vallées III» et «Quatre Vallées V».

### **8.3 -Mesures de suivi – d'accompagnement**

Le suivi environnemental prévu par l'article 12 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 est mis en place conformément au protocole de suivi environnemental des parcs éolien approuvé par le ministère en charge de l'écologie, dès la mise en service du parc.

Après mise en service du parc, un bilan global est réalisé pour s'assurer de la pertinence, à l'échelle de l'ensemble des parcs du secteur, des mesures Eviter, Réduire, Compenser (ERC) définies parc par parc.

Le bilan de ces suivis est transmis à l'Inspection des Installations Classées.

Chaque cas de mortalité de Milan royal, Balbuzard pêcheur, Pygargue à queue blanche ou Cigogne noire est immédiatement signalé à la DREAL.

## **Article 9: Géolocalisation de l'ensemble des mesures**

### **9.1 -Transmission préalable des Informations SIG**

L'exploitant fournit, au format numérique, à l'Inspection des Installations Classées avant le début des travaux les éléments nécessaires au respect des dispositions de l'article L.163-5 du code de l'environnement. Le démarrage des travaux est conditionné par la validation des éléments par les services de l'État

L'exploitant transmet :

- la « fiche projet » renseignée présentée dans la forme fixée en annexe
- pour chaque mesure prescrite dans le présent arrêté ou prévue dans le dossier de demande objet du présent arrêté : la « fiche mesure » renseignée, présentée dans la forme fixée en annexe, ainsi que le fichier au format .zip de la mesure (incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qpj), obtenu à partir du gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est.

## **9.2 -Modalités de suivi des mesures**

La mise à jour des données de géolocalisation des mesures sera fournie par l'exploitant selon les modalités ci-dessus aux échéances suivantes :

- au terme de la réalisation des mesures prescrites ;
- à chaque envoi de documents de suivi demandés dans l'article 8.4 du présent arrêté.

### **Article 10 : Autosurveillance des niveaux sonores**

Une campagne de mesure acoustique est réalisée dans les 12 mois après la mise en service des éoliennes, pour s'assurer de la conformité des installations avec la législation et en particulier l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si ces mesures révèlent des dépassements des valeurs limites imposées par l'arrêté ministériel sus-visé, des mesures de bridage sont mises en place.

### **Article 11 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial avec ses compléments ;
- les plans tenus à jour ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Ces documents rédigés en français peuvent être informatisés. Toutefois, dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

### **Article 12 : Cessation d'activité**

Sans préjudice des mesures des articles R 515-105 à R 515-108 du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole.

## **Titre III**

### **Dispositions particulières relatives à la navigation aérienne militaire au titre des articles L. 5111-6, L. 5112-2, L. 5114-2 et L. 5113-1 du code de la défense et à la navigation aérienne civile au titre de l'article L. 6352-1 du code des transports**

#### **Article 13 : Balisage**

Les éoliennes sont équipées d'un balisage diurne et nocturne à réaliser selon les spécifications de l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne.

#### **Article 14 : Information des services de navigation aérienne**

L'exploitant informe :

- la sous-direction régionale de la circulation aérienne militaire Nord de Cinq-Mars-la-Pile (BA 705 – SDRCAM Nord – RD 910 – 37076 TOURS cedex 02),
- la direction de la sécurité de l'aviation civile Nord-Est située à ENTZHEIM (67)

- la DGAC (SNIA Lyon – BP 606 – 69125 LYON St EXUPERY AEROPORT)
  - de la décision préfectorale,
  - des différentes étapes conduisant à la mise en service opérationnel du parc éolien (déclaration d'ouverture et fin de chantier),
  - pour chacune des éoliennes, et avec un préavis de 15 jours calendaires, des positions géographiques exactes en coordonnées WGS 84 (degrés, minutes, secondes), l'altitude NGF du point d'implantation ainsi que leur hauteur hors tout (pales comprises).

## Titre IV

### Dispositions diverses

#### **Article 15 : Caducité**

Les délais de caducité de l'autorisation environnementale sont ceux mentionnés à l'article R. 515-109 du code de l'environnement.

#### **Article 16 : Délais et voies de recours**

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant la Cour administrative d'appel de Nancy – 6 rue du Haut Bourgeois – CS 500015 – 54035 NANCY Cedex : (soit par courrier soit par le biais du site de téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr))

1° - Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,

2° - Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication et de l'affichage de ces décisions.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° . »

#### **Article 17 : Droit des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 18 : Publicité**

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du code de l'environnement ;

4° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

#### **Article 19 : Exécution**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est, Madame la Directrice départementale des territoires et l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à la délégation territoriale Marne de l'agence régionale de santé (ARS), au service départemental d'incendie et de secours, à

la direction de l'agence de l'eau, ainsi qu'à Mesdames et Messieurs les maires des communes d'Ablancourt, Aulnay L'Atre, Blacy, Cheppes-la-Prairie, Coole, Coupetz, Couvrot, Dommartin-Lettrée, Drouilly, Faux-Vésigneul, Glannes, Huiron, La Chaussée-sur-Marne, Loisy-sur-Marne, Maisons-en-Champagne, Omey, Pogny, Pringy, Saint-Amand-sur-Fion, Saint-Martin-aux-Champs, Sompuis, Songy, Soudé, Soulanges, Togny-aux-Boeufs, et Vitry-la-Ville qui en donneront communication à leur conseil municipal.

Notification en sera faite à la société d'Exploitation du Parc Éolien de Pringy dont le siège social est situé au 97 allée Alexandre Borodine à SAINT PRIEST (69800).

Monsieur le maire de Pringy procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, il dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la Direction départementale des territoires.

L'arrêté préfectoral sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Marne pendant une durée minimale de 4 mois.

Fait à Châlons-en-Champagne, le **22 JUIN 2020**

Pour le Préfet et par délégation,  
le Secrétaire Général



Denis GAUDIN

## Fiche PROJET

Pour le remplissage de cette fiche, voir la notice d'utilisation disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est : <http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>

**Données générales**Code projet<sup>1</sup>

PEO

Nom du projet Énergie

- Installations destinées à la production d'énergie hydroélectrique
- Ouvrages de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installés au sol
- Installation en mer de production d'énergie
- Lignes électriques aériennes très haute tension
- Lignes électriques sous-marines
- Canalisations d'eau chaude et vapeur d'eau
- Canalisations destinées au transport de gaz inflammables, nocifs ou toxiques et CO2
- Autres canalisations pour le transport de fluides

 Forages et mines

- Forages
- Exploitations minières

 Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

- ICPE agro-alimentaires
- ICPE élevages
- ICPE carrières
- ICPE industrielles
- ICPE déchets
- ICPE méthanisation
- ICPE éolien
- ICPE autre

Typologie/sous-typologie installations nucléaires de base (INB) Installations nucléaires de base secrètes (INBS)

- INBS
- INBS autre
- Stockage déchets radioactifs

 Infrastructures de transport

- Voies ferroviaires (y compris ponts, tunnels et tranchées couvertes supportant des infrastructures ferroviaires)
- Construction autoroutes et voies rapides
- Construction route à 4 voies ou plus
- Autres routes de plus de 10 km
- Autres routes de moins de 10 km
- Transports guidés de personnes
- Aéroports
- Autres

 Travaux soumis à autorisation en cœur de parc national Autre (à préciser) : .....Description succincte du projetÉtat d'avancement

- Autorisé
- Cessation d'activité
- Annulé
- Partiellement autorisé

Nom du maître d'ouvrageAdresse

1 Le [CODEPROJET] est constitué des 3 lettres codifiant le type de projet concerné ; pour les projets éoliens PEO

.....  
Numéro SIRET .....

**Commune(s) de localisation (Code Postal) Nom**

(.....) .....(.....) .....(.....) .....(.....) .....  
(.....) .....(.....) .....(.....) .....(.....) .....  
(.....) .....(.....) .....(.....) .....(.....) .....

**Phase chantier**

Date de début du chantier ...../...../..... Durée prévisionnelle du .....  
(format : jj/mm/aaaa) ..... chantier (en jour) .....

Date de mise en service ...../...../..... Durée d'exploitation .....  
(format : jj/mm/aaaa) ..... (en jour) .....

**Montants prévisionnels (K€ TTC)**

De l'opération Minimal.....Maximal.....

Des mesures en faveur de Minimal.....Maximal.....  
l'environnement

Nombre de **mesures de compensation des atteintes à la biodiversité<sup>1</sup>** liées au projet :.....

Nombre de toutes les autres mesures liées au projet<sup>2</sup> :.....

► La « fiche PROJET » doit être transmise au service instructeur au format pdf. Son nom ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format : « [CODEPROJET]\_[NOMPROJET]\_[AAAAMM].pdf<sup>3</sup> ».

1 Le nombre de mesure(s) de compensation des atteintes à la biodiversité doit être obligatoirement renseigné. « On entend par biodiversité, ou diversité biologique, la variabilité des organismes vivants de toute origine, y compris les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, ainsi que les complexes écologiques dont ils font partie. Elle comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces, la diversité des écosystèmes ainsi que les interactions entre les organismes vivants » (cf. article L.110-1 du code de l'environnement).

2 Les mesures autres que les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité à comptabiliser sont : les mesures d'évitement, de réduction et d'accompagnement relatives aux milieux naturels (y compris biodiversité), au bruit (population et santé humaine), à l'air (terres, sol, eau, air et climat), aux paysages (biens matériels, patrimoine culturel et paysage), complétées de toutes les mesures de compensation autres que celles compensant les atteintes à la biodiversité.

3 Le [CODEPROJET] est constitué des 3 lettres codifiant le type de projet concerné ; pour les projets éoliens PEO  
Le [NOMPROJET] correspond au nom du parc éolien sans article, sans espace, ni accent, ni mot de liaison, avec des majuscules à chaque début de mot le cas échéant  
[AAAAMM] correspond à l'année et au mois (en chiffres) de remise du fichier au service instructeur

## Fiche MESURE n° ... / ...

Pour le remplissage de cette fiche, voir la notice d'utilisation disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est :  
<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>

Si mesure comprise dans un dossier d'autorisation environnementale, pProcédures embarquées concernées :

- Autorisation au titre de la loi sur l'eau (installations, ouvrages, travaux et activités ou « IOTA »)
- Déclaration au titre de la loi sur l'eau (IOTA)
- Autorisation au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)
- Enregistrement et déclaration d'une ICPE
- Dérogation à l'interdiction d'atteinte aux espèces et habitats protégés
- Autorisation de travaux en réserve naturelle nationale
- Autorisation de travaux en site classé
- Autorisation de défrichement
- Autorisation pour l'établissement d'éoliennes
- Autre (à préciser) : .....

### Données informatiques

Nom du fichier compressé associé<sup>1</sup> .....

Référentiel utilisé pour la numérisation

- PCI Image
- BD PARCELLAIRE Image
- BD Ortho 20 cm
- PCI Vecteur
- BD PARCELLAIRE Vecteur
- Autre (à préciser) : .....

Année du référentiel utilisé .....

Commentaire sur la numérisation .....

### Données générales

Nom de la mesure<sup>2</sup> .....

Numéro ID de la mesure<sup>3</sup> .....

1 Le fichier compressé associé à la mesure doit être au format compressé « .zip » (Incluant la compression des fichiers .shx, .shp, .dbf, .prj, .qpj) ; il est obtenu à partir du gabarit QGIS disponible sur le site internet de la DREAL Grand Est (<http://www.grand-est.developpement-durable.gouv.fr/04-mesures-compensatoires-environnementales-r6916.html>). Son nom ne doit pas comporter d'espace, et doit être dénommé en lettres capitales sur la forme « QGIS\_[CODEPROJET]\_[NOMPROJET]\_[AAAAMM]\_MESURE[N°ID].zip ».

Le [CODEPROJET] est constitué des 3 lettres codifiant le type de projet concerné ; pour les projets éoliens PEO  
 Le [NOMPROJET] correspond au nom du parc éolien sans article, sans espace, ni accent, ni mot de liaison, avec des majuscules à chaque début de mot le cas échéant  
 [AAAAMM] correspond à l'année et au mois (en chiffres) de remise du fichier au service instructeur

2 Le nom de la mesure doit être constitué d'un (ou plusieurs) mot(s) clé(s) permettant d'identifier facilement la mesure. Ce nom doit être identique à celui indiqué dans le fichier compressé de la mesure obtenu à partir du gabarit QGIS (cf. champ « nom »).

3 Le numéro ID de la mesure doit correspondre à l'identifiant de la mesure indiqué dans le fichier compressé obtenu à partir du gabarit QGIS associé à la mesure (cf. champ « id »).

**Classe**  Évitement  Réduction  Compensation  Accompagnement

**Sous-catégorie<sup>4</sup>** .....

**Champ ciblé**

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Air  | <input type="checkbox"/> Faune et flore                       |
| <input type="checkbox"/> Biens matériels  | <input type="checkbox"/> Habitats naturels                    |
| <input type="checkbox"/> Bruit  | <input type="checkbox"/> Patrimoine culturel et archéologique |
| <input type="checkbox"/> Continuités écologiques  | <input type="checkbox"/> Population                           |
| <input type="checkbox"/> Eau  | <input type="checkbox"/> Sites et paysages                    |
| <input type="checkbox"/> Équilibre biologique   | <input type="checkbox"/> Sols                                 |
| <input type="checkbox"/> Espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ou de loisirs |   |
| <input type="checkbox"/> Facteurs climatiques   |   |

**Description de la mesure** .....

**Mesure géolocalisable**

- Oui  Non

Si non, pourquoi ? .....

**Dates de mise en œuvre**

**Date prescrite**  
(format : jj/mm/aaaa)

...../...../..... **Durée prescrite** .....

(en jour)

**Date réelle**  
(format : jj/mm/aaaa)

...../...../.....

**État d'avancement actuel**

- En projet  Mise en œuvre en cours  Terminée  
 Réalisée  Abandonnée

**Suivi**

**Modalités**

- Audit de chantier  Bilan/CR de suivi  Rapport fin de chantier  
 Autre (à préciser) : .....

**Coût (€ TTC)** .....

**Le cas échéant, commentaire sur l'efficacité de la mesure** .....

**Échéances**  
(format : jj/mm/aaaa)  
**et types de suivi prévus** .....

**Estimation financière de la mesure (K€ TTC)**

**Montant prévu** ..... **Montant réel** .....

**Le cas échéant, espèce(s) concernée(s) spécifiquement par la mesure**

4 Sous-catégorie (ou à défaut « catégorie ») correspond au champ « catégorie » renseigné dans le fichier compressé de la mesure obtenu à partir du gabarit QGIS, et doit être choisi à l'aide du guide d'aide à la définition des mesures ERC (Théma CGDD – janvier 2018) disponible à l'adresse : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/sites/default/files/Th%C3%A9ma%20-%20Guide%20d%E2%80%99aide%20%C3%A0%20la%20d%C3%A9finition%20des%20mesures%20ERC.pdf> (cf. explications et illustrations en pages 56 et suivantes du guide). Conformément à la page 9 du guide précité, « tout élément susceptible d'enrichir cette classification [...] peut être transmis à l'adresse mail suivante : [lddddpp2.lddddpp.Seel.Cgdd@developpement-durable.gouv.fr](mailto:lddddpp2.lddddpp.Seel.Cgdd@developpement-durable.gouv.fr) ».

(en nom latin et nom vernaculaire – cf. site INPN : <https://inpn.mnhn.fr/accueil/index>)

Espèces animales .....  
protégées .....

Espèces végétales .....  
protégées .....

**Commune(s) de localisation de la mesure (Code Postal) Nom**

(.....) .....(.....) .....(.....) .....(.....) .....

(.....) .....(.....) .....(.....) .....(.....) .....

► La « fiche MESURE » doit être transmise au service instructeur au format .pdf. Son nom de fichier ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format : « [CODEPROJET]\_[AAAAMM]\_MESURE[N°ID].pdf ».

► Possibilité de joindre en fichier au format .pdf tout document utile à la compréhension et la localisation de la mesure compensatoire (extrait étude d'impact, plan de gestion, schéma d'aménagement, etc.).

Chaque fichier joint doit être au format .pdf. Son nom ne doit pas comporter d'espaces et suivre le format : « [CODEPROJET]\_[AAAAMM]\_MESURE[N°MESURE]\_PJ[N°PJ].pdf ».

**Nombre de pièce(s) jointe(s) associée(s) à la fiche MESURE :**

